

ment bien aux jeunes gens placés dans la même position en Angleterre. Ceux qui ont habité le Canada pendant les vingt-huit dernières années doivent encore se rappeler qu'en 1857, et après l'achèvement des travaux du Grand-Tronc, il se produisit une baisse dans les prix qui amena une crise financière presque aussi préjudiciable aux fermiers qu'aux négociants. En maintes parties du pays, par suite de l'élévation subite et fictive du prix des terres, des fermiers qui jusque là avaient été considérés comme jouissant d'une large aisance, furent obligés de vendre, et dans beaucoup de cas, quittèrent le territoire avec quelques centaines ou quelques milliers de piastres pour aller s'établir dans les Etats de l'ouest américain. Bien que la stagnation actuelle des affaires n'affecte pas les fermiers autant qu'à cette époque, néanmoins un nombre considérable quittera les vieilles provinces pour des raisons presque identiques. A ceux-là nous pouvons offrir des avantages qui n'existaient pas ou 1857, alors que le Manitoba et le Nord-Ouest étaient inconnus. Des hommes ayant la même expérience que la classe dont nous venons de parler, parfaitement au fait de la vie du défricheur dans le Canada-Est et n'ayant même qu'un capital restreint, pourraient en peu de temps se créer des établissements prospères dans notre pays." Cet article a été écrit à Winnipeg.

Q. Vous proposez-vous d'opérer dans les Etats de l'Est aussi bien que dans les vieilles provinces du Canada? R. Je ne sais s'il serait judicieux de ma part de répondre à cette question, surtout dans un temps où les Américains font, de toutes manières, des efforts désespérés pour empêcher l'émigration dans le Nord-Ouest canadien.

Q. Quel succès a rencontré le projet dont vous parlez? R. Voulez vous parler de l'appui qui lui a été donné?

Q. Au point de vue des résultats qui en découlent? R. Il est assez difficile d'obtenir des résultats pratiques aussi promptement. Jusqu'à présent, nous n'avons pu faire autre chose que d'adresser le journal aux maîtres de poste, avec prière de le répandre, et à ceux dont nous avons trouvé les noms dans l'Almanach canadien et que nous avons cru pouvoir nous aider en en faisant la distribution. Nous en avons aussi adressé 1000 ou 1500 copies aux membres du parlement fédéral et aux sénateurs pour qu'elles soient envoyées par la malle à leurs constituants, ce qui a été fait, si je comprends bien.

Q. Cette publication fait-elle connaître les ressources du pays? R. Oui, monsieur; c'est le principal objet qu'elle a en vue. Tout naturellement, nous n'avons pu donner beaucoup de renseignements dans le numéro initial. Le second renferme les articles suivants: "L'agriculture et les mines," "Les affaires de banque," "La banque Commerciale du Manitoba," "Les richesses minérales du Manitoba et du Nord-Ouest," "sir Richard Temple sur l'immigration," "Comment les colons réussissent dans le Nord-Ouest," et "Le blé canadien en Angleterre." Il y a 20 ou 22 pages de matière à lire, et toutes tendant à donner des renseignements sur le Nord-Ouest. Il y a d'autres articles sur "La route de la Baie-d'Hudson" et "La fédération impériale." Bien entendu, ces questions n'ont aucune application directe à la question de l'immigration dans le Nord-Ouest, mais elles sont intéressantes à lire pour les étrangers. Nous ne faisons d'ailleurs que les effleurer.

Q. Mais jusqu'à présent, vos opérations se sont bornées à la publication de cette feuille à titre de brochure sur l'immigration? R. Oui.

Q. Vous n'avez rien fait de plus? R. Non, pas dans le sens de l'envoi d'agents au dehors. Voici un article extrait d'une feuille semblable publiée à St. Paul et faisant connaître les ressources du Dakota, mais nous faisons la critique de cet article et nous le commentons; nous donnons ensuite le texte des lois américaines sur les terres et nous les comparons avec les lois canadiennes sur le même sujet, et nous démontrons que nos lois sont bien supérieures à celles de nos voisins.

Q. Vous vous proposez de créer des agences dans les vieilles provinces du Canada? Mais comment vous proposez-vous de subvenir aux frais de ces agences? R. Nous espérons que tous ceux qui ont à cœur de retenir la population dans ce pays et de coloniser le Manitoba et le Nord-Ouest, nous viendront en aide. Naturellement, nous comptons uniquement sur le pays pour cette aide, et si nous pouvons réussir, par une publication de ce genre, à amener peut-être 1,000 ou 2,000 familles dans le